

Temps forts



TESTS FLASH

La firme chinoise Coyote a mis au point l'appareil « le plus rapide du monde » pour les tests virologiques PCR, capable de dépister le nouveau coronavirus en 30 minutes. La machine, baptisée Flash 20, coûte 300 000 yuans, soit 38 000 euros.

JEUDI
1^{er} OCTOBRE
DANS L'HUMANITÉ



Patrick Kovarik/AFP

LA RÉALISATRICE
CHILIENNE **CARMEN
CASTILLO** RÉDACTRICE
EN CHEF D'UN JOUR



Alberto Pizzoli/AFP

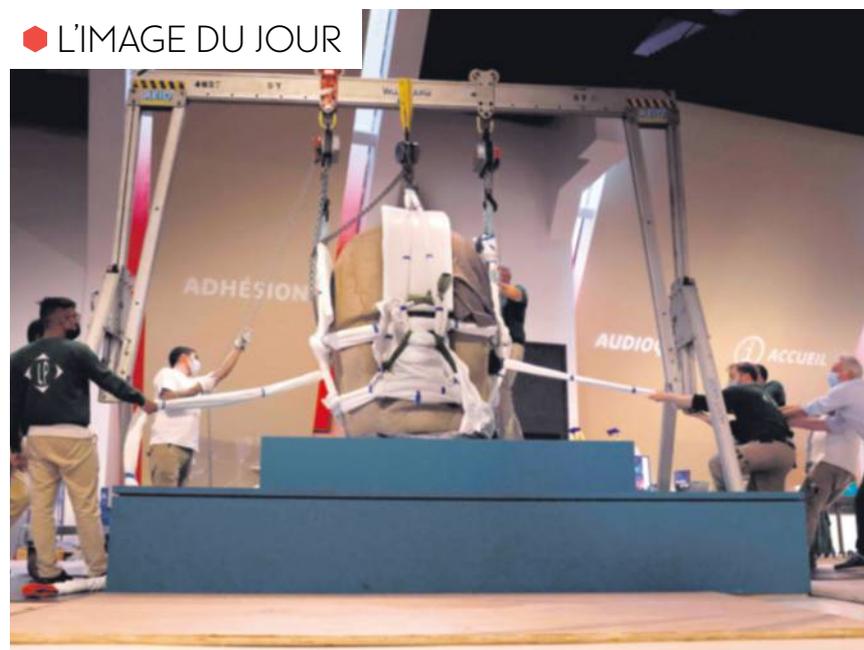
La femme du jour

ARIANE ASCARIDE
MARRAINE DU SECOURS POPULAIRE

Sa popularité, ses rôles marquants au cinéma, son engagement permanent pour un monde plus juste, plus solidaire font d'Ariane Ascaride la marraine naturelle des campagnes de solidarité du SPF. Déjà, au printemps dernier, elle avait proposé au Secours populaire de la Seine-Saint-Denis d'appeler les bénévoles de l'association obligés de rester chez eux confinés en raison de leur âge. « *Je ne peux pas me permettre de sortir car je dois faire attention à ma santé, mais je ne supporte pas de ne rien faire alors que les besoins sont là* », disait-elle. Un geste important pour briser la solitude de tous ces bénévoles, réseau précieux, cheville ouvrière de l'association, eux qui ont pour habitude d'aller vers les autres. Aujourd'hui, elle sera à la présentation du lancement de la campagne du SPF « Pauvreté-Précarité ». « *La misère est une effroyable maladie (...). L'urgence est là. Il n'y a pas de temps à perdre. Je crois en l'âme humaine et aux miracles qu'elle peut accomplir, voilà pourquoi je lance cet appel avec confiance* », dit-elle. ♦

MARIE-JOSÉ SIRACH

L'IMAGE DU JOUR



Des techniciens installent une statue olmèque à l'entrée du musée du quai Branly à Paris. L'exposition consacrée à cette mystérieuse civilisation qui peupla le golfe du Mexique durant plus de trois mille ans ouvrira ses portes le 8 octobre. Thomas Coex/AFP

LE FIL ROUGE

filrouge@humanite.fr

Metz (57) Le Collectif mosellan de lutte contre la misère appelle à un rassemblement, ce mercredi, à 14 h 30, devant la mairie, place d'Armes, pour exiger un logement pour toutes les personnes sans abri, en particulier pour dix-sept personnes du bidonville du Petit-Bois à Borny et pour la famille vivant sous

tente depuis plusieurs semaines sur le parc de la Seille.

Saint-Dié-des-Vosges (88) Le Festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges consacrera les 2, 3 et 4 octobre sa 31^e édition au(x) climat(s), avec un ensemble de conférences, ateliers et tables rondes pour envisager les enjeux climatiques dans toute leur diversité. Tout le programme sur <https://www.fig.saint-die-des-vosges.fr/>

PROCÈS

L'extradition de Kabuga, révélatrice du dégel franco-rwandais

À Paris, la Cour de cassation doit confirmer, ce mercredi, le transfert à la justice internationale du financier présumé du génocide commis en 1994 contre les Tutsis.

Depuis 1997, il était l'une des principales cibles du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), et figurait parmi les fuyitifs les plus recherchés de la planète. Félicien Kabuga, ex-prospère homme d'affaires rwandais, a été arrêté à Asnières-sur-Seine en région parisienne le 16 mai dernier, après plus de vingt ans de cavale. Le TPIR l'accuse des plus lourdes responsabilités au sein de la tragédie rwandaise, en ses qualités de président du comité d'initiative de la Radiotélévision libre des Mille Collines (RTL) depuis avril 1993, et surtout de président du Fonds de défense nationale créé en avril 1994. En clair, Félicien Kabuga est suspecté d'avoir été l'un des grands argentiers des milices du pouvoir intérimaire hutu, lesquelles portent une large responsabilité dans l'élimination des deux tiers de la minorité tutsie en à peine cent jours.

Aujourd'hui, la Cour de cassation doit se prononcer sur son éventuelle extradition en Tanzanie, où subsiste une petite structure censée assurer les fonctions résiduelles du TPIR, lui-même fermé depuis décembre 2015. Si Félicien Kabuga a émis le souhait d'être jugé en France, son éventuel transfert à Kigali demeure pour le moment exclu, les autorités judiciaires rwandaises n'en ayant pas fait officiellement la demande. Arrêté par la police française, son parcours illustre la guerre souterraine qui oppose depuis 1990 le Front patriotique rwandais (FPR) à la France, identifiée comme le principal soutien politique et militaire du Rwanda jusqu'au génocide de 1994.

Tout commence avec la « révolution sociale » de 1959, lorsque, à la faveur des indépendances, la Belgique, ex-puissance

coloniale, décide d'encourager la majorité hutue, qui vit depuis des siècles sous le joug de la minorité tutsie, à renverser le système féodal. Fuyant persécutions et pogroms, les Tutsis se réfugient bientôt dans les pays voisins et installent leur base arrière en Ouganda, d'où ils mènent de fréquentes incursions pour tenter de reprendre le pouvoir. En 1990, aidés militairement par le président ougandais Yoweri Museveni, les Tutsis du FPR, désormais dirigés par Paul

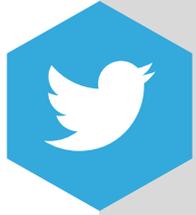
Félicien Kabuga est suspecté d'avoir été l'un des grands argentiers des milices du pouvoir intérimaire hutu.

Kagame, lancent une vaste offensive contre le Rwanda présidé par Juvénal Habyarimana, provoquant l'intervention militaire de la France de François Mitterrand qui aide son allié à repousser l'offensive. « L'Opex » (opération extérieure) de Paris contraint le FPR à négocier un partage du pouvoir avec le MRND, le parti de Juvénal Habyarimana. Et pendant que les différentes factions rwandaises discutent les modalités de la paix en Tanzanie, la France se retire militairement du Rwanda, laissant la place à un contingent des Nations unies censé garantir l'application des « accords d'Arusha ».

Les relations entre Paris et Kigali vont demeurer exécrables

Le pays bascule le 6 avril 1994. De retour de Tanzanie, l'avion du président Juvénal Habyarimana est abattu par des tirs de missile à proximité de sa résidence prési-

À l'occasion des 50 ans de la victoire d'Allende et à l'approche du référendum constitutionnel au Chili, carte blanche à cette résistante à la dictature de Pinochet.



Adrien Quatennens@AQuatennens

Les consignes sanitaires du gouvernement changent tout le temps, on n'y comprend plus rien. En revanche, ce qui ne change pas, ce sont les fermetures de lits à l'hôpital! Surtout, lavez-vous les mains et toussiez dans votre coude! Vite, la planification sanitaire! #COVID19



Félicien Kabuga figurait parmi les fuyitifs les plus recherchés de la planète. Il a été arrêté en région parisienne, le 16 mai dernier, après plus de vingt ans de cavale. Simon Wohlfahrt/AFP

dentielle de Kigali, donnant le signal à une reprise de la guerre civile et surtout à d'épouvantables tueries. En quelques semaines, des centaines de milliers de personnes sont massacrées à la machette, la houe, la grenade ou la mitrailleuse lourde. La « communauté internationale » laisse faire. Les États-Unis refusent catégoriquement l'emploi du mot « génocide » dans les réunions du Conseil de sécurité de l'ONU, lequel contraindrait inévitablement les grandes puissances à intervenir, tandis que le FPR de Paul Kagame tente d'éviter toute ingérence susceptible de ralentir sa marche victorieuse vers Kigali. Quant à la France, elle lance à la fin juin 1994 une opération militaro-humanitaire censée mettre fin au génocide alors que des centaines de milliers de civils fuient en masse, principalement vers le Zaïre, l'inexorable avancée du FPR.

Félicien Kabuga s'exile au même moment. D'abord en Suisse, puis au Kenya, où il va disparaître avant de refaire surface, près de vingt-cinq ans plus tard, en banlieue parisienne. Le temps de sa cavale, les relations entre Paris et Kigali vont demeurer exécrables. Le juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière, saisi de l'enquête sur l'attentat commis contre le président Juvénal Habyarimana en 1994, délivre en 2006 des mandats d'arrêts internationaux accusant Paul Kagame et sa garde rapprochée d'avoir sciemment embrasé le Rwanda pour relancer la guerre et conquérir le pouvoir par la force. En retour, Kigali accuse Paris de « complicité de génocide » par son soutien au régime Habyarimana et d'abriter sciemment sur son sol des « génocidaires » de la trempe de Félicien Kabuga.

Les relations entre les deux pays vont connaître une sensible amélioration avec

l'élection en 2007 de Nicolas Sarkozy, par l'entremise de son ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner. L'activisme de ce dernier, grand défenseur de Paul Kagame, permet la reprise de la coopération judiciaire entre Paris et Kigali, jusqu'à ce que l'élection de François Hollande à l'Élysée en 2012 referme cette courte période de dégel. L'arrivée d'Emmanuel Macron rebat une nouvelle fois les cartes. À peine élu, le nouveau chef de l'État soutient la candidature de Louise Mushikiwabo – une proche de Paul Kagame – à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie, tout en s'engageant à accélérer les procédures judiciaires visant les génocidaires présumés réfugiés sur le sol français. Une promesse qui explique sans doute en partie la fin de cavale de Félicien Kabuga. ●

MARC DE MIRAMON



ÉDITORIAL

Par Sébastien Crépel

Insécurité

L'insécurité qui rend impossible le simple fait de se soigner ou de se nourrir correctement, et que la crise du Covid a encore aggravée, n'est pas moins préoccupante ni plus vivable que celle qui menace la tranquillité des rues. Mais elle fait moins la une de certains journaux, et n'est guère le prétexte à la surenchère politique. D'un côté, on ne s'en plaindra pas : qu'elle soit sociale ou qu'elle concerne l'intégrité des personnes et des biens, l'insécurité devrait être toujours considérée comme un sujet trop grave pour servir de matériau aux basses manœuvres politiciennes. De l'autre côté, cette sous-estimation de l'urgence sociale révèle combien les préoccupations de ceux qui s'en désintéressent pour se focaliser sur les questions dites « sécuritaires » n'ont que peu à voir avec l'intérêt général, mais beaucoup plus avec une entreprise de division qui ne dit pas son nom, propice aux pires amalgames, comme on peut encore le craindre avec le prochain discours présidentiel sur le « séparatisme ».

Pourquoi n'entend-on pas le Rassemblement national, les députés de la majorité ou les figures de l'opposition de droite s'offusquer, avec la même vigueur dont ils sont capables dès qu'ils aperçoivent le bout d'un foulard sur la tête de l'une de leurs compatriotes, du risque de déchirure de la devise républicaine que fait peser le dénuement d'une large fraction de Français de tous âges et de toutes origines ? Poser la question, c'est y répondre. Il est toujours plus risqué de proposer de désigner les responsables des inégalités. Les pauvres risqueraient de tourner leur colère vers les vrais profiteurs et, qui sait, d'unir leurs forces pour en finir avec le scandale d'un pays dans lequel la peur de la misère est désormais le bien le mieux partagé. **C'est la force du baromètre du Secours populaire** d'imposer dans le débat l'évidence de la fracture des inégalités. Cela donne des éléments à chacun pour reposer le débat qui vient sur le « séparatisme » sur de nouvelles bases. À l'instar de l'extrême polarisation des richesses qui mine la cohésion de la société. ●